



La FeuilleAFEC

Edition électronique d'informations
de l'ASSOCIATION FRANÇAISE D'ETUDES CANADIENNES
<http://www.afec33.asso.fr/>

N° 7, juillet 2007

Avec « La FeuilleAFEC » les informations arrivent dans votre ordinateur.

C'était... l'été... à Aix-en-Provence du 13 au 16 juin dernier pour le colloque de l'AFEC !

Nous remercions vivement l'Institut d'Etudes Politiques qui nous accueillait alors que les étudiants passaient le grand oral, « précieux sésame » pour continuer la voie choisie. Marie-Sophie Dhainaut l'avait réussi lundi 11 juin. Elle a aussi bien réussi l'organisation du colloque de l'AFEC en assistant Mme Yannick Resch à tous les instants. Nous la remercions chaleureusement.

En 2008...

...RETOUR AUX SOURCES !

Bordeaux accueille le colloque international de l'AFEC

Organisé à la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine les 19, 20, 21 juin

***Le Québec, « laboratoire » culturel et politique :
Quel renouvellement depuis la Révolution tranquille ?***

Appel à communications

L'histoire du Canada se confond à l'origine avec celle du Québec. Depuis la création de la ville de Québec par Samuel Champlain en 1608, la colonie a connu de multiples bouleversements politiques : le régime anglais a succédé en 1763 à la Nouvelle France avant que la Confédération canadienne ne s'instaure en 1867. Le Québec devient alors une province mais aussi le foyer principal du Canada Français dont le récit s'inscrit, d'un océan à l'autre, et même vers le sud en Nouvelle-Angleterre sous la forme d'un nationalisme de la survivance, refuse l'assimilation des Canadiens français et développe un projet largement inspiré des idéologies ultramontaines et ruralistes. Ce projet, qui vise à créer un espace culturel et religieux en lien avec les minorités francophones installées dans d'autres provinces, est remis en cause par la Révolution tranquille des années 1960.

Ces années sont celles de la rupture avec une perspective nationale non territoriale. Le Québec s'affirme alors comme un espace d'innovations, même si certaines d'entre elles ont été amorcées dans la période précédente. Dans le domaine de la vie économique, de l'éducation, de la santé, des services sociaux ou de la culture, les changements se multiplient.

La poursuite de l'urbanisation, une économie déjà post-industrielle, une évolution des modes de vie et des valeurs, la décléricalisation participent à la construction d'un « nous » collectif qui ne sera plus canadien français mais québécois, et à la recherche d'une nation désormais identifiée au Québec. Dans ce jeu, l'Etat, qui se modernise,

devient l'instrument principal de la construction nationale. En se développant autour d'une triple orientation démocratique, administrative et interventionniste, il ne fait cependant pas l'économie de conflits linguistiques et syndicaux. Le référendum de novembre 1980, la crise économique, puis la montée du néo-libéralisme questionnent les actions entreprises. Depuis les années 1990, et l'échec de tentatives de normalisation dans la Confédération canadienne (Accord du lac Meech, de Charlottetown), le « laboratoire » québécois cherche ses marques.

L'objectif du colloque de l'AFEC 2008 est de réfléchir à l'évolution culturelle, politique et économique du Québec depuis la Révolution tranquille.

Plusieurs travaux classiques peuvent servir de base à ces réflexions ; parmi d'autres, citons : *Essais sur le Québec contemporain* (J.-C. Falardeau, 1953). *La société canadienne française* (M. Rioux et Y. Martin, 1971). *Le Québec en textes : anthologie 1940-1986* (G. Boismenu et alii, 1986). *Le Québec en jeu* (G. Daigle et G. Rocher, 1992). *Québec : Etat et Société* (A. Gagnon, 1994). Le colloque s'inscrit dans la tradition de ces états des lieux et cherchera à appréhender les changements récents dans les domaines économiques, sociaux, culturels et politiques qui transforment et renouvellent les innovations québécoises autour de quelques axes principaux :

1 - La nation et les questions identitaires (J. Palard et alii., *Diversité et identités au Québec et dans les régions d'Europe*, 2006). Au milieu des années 1980, Joël Garreau (*Les nations de l'Amérique du nord*, 1984) n'hésite pas à présenter le Québec comme l'une des neuf nations d'Amérique du nord, et la question nationale est toujours au cœur des débats, que ce soit lors des référendums ou à l'occasion de nouvelles propositions autour d'un fédéralisme multinational (A.- G. Gagnon et J. Tully, *Multinational Democracies*, 2001). En matière de nation, le Québec a innové en associant la question nationale et la question sociale, et cette synergie a produit une sociale-démocratie originale. Ce lien est-il toujours d'actualité ? Le thème de la diversité et des questions identitaires fonde une interrogation récurrente où se croisent des revendications multiples, y compris celles des autochtones. Pour conjuguer des exigences nationalitaires et les allégeances et identités multiples, un néo-cosmopolitisme québécois tente d'intégrer les immigrants dans un contexte national fort. Comment le concept novateur d'interculture peut-il affirmer sa différence face au multiculturalisme fédéral ?

2 - Montréal, qui rassemble la moitié de la population de la province, est devenu un laboratoire urbain, que ce soit autour des mutations industrielles, des grands projets d'urbanisme, de la diversité ethnique ou des recompositions municipales (A. Germain et D. Rose, *Montreal : The Quest for a Metropolis*, 2000). Au-delà des effets réducteurs de la globalisation et des fragmentations urbaines, la métropole québécoise cherche à montrer sa distinction et sa place en Amérique du nord. Comment Montréal, Québec et d'autres villes s'inscrivent-elles dans cette dynamique ?

3 - L'urbanisation de la province ne doit pas cacher les transformations qui s'opèrent en région (R. Morin, *La régionalisation au Québec. Les mécanismes de développement et de gestion des territoires régionaux 1960-2006*, 2006) ni les opérations de développement et de modernisation des espaces périphériques et ruraux (Serge Côté, Marc-Urbain Proulx *L'économie des régions périphériques du Québec et son renouvellement actuel*, 2002). Le rural productif est marqué par un long recul de l'agriculture, même si l'emprise de celle-ci reste forte, mais de nouvelles activités économiques se constituent, et la campagne « cadre de vie » s'impose comme un espace

résidentiel et récréatif. Comment les municipalités régionales de comtés (MRC), les conférences régionales des élus (CRE) et les conseils locaux de développement (CLD) participent-ils aux innovations autour du développement régional ?

4 – Dans le domaine culturel, la chanson, la littérature, le cinéma, le théâtre participent à l’affirmation du pays par la multiplication des festivals, et se voient conviés sur les scènes étrangères (Diane Saint-Pierre, *La politique culturelle du Québec de 1992 : continuité ou changement? Les acteurs, les coalitions et les enjeux*, 2003). Cette originalité culturelle n’est pas seulement perçue, à l’échelle du continent, comme le défi d’une société minoritaire ; elle est aussi engagée dans un contexte élargi de métissage qui cherche à établir des ponts avec d’autres cultures tout en affirmant sa propre identité. Dans ce jeu, le rôle du système éducatif est à prendre en compte et l’on traitera en particulier de l’attrait et du dynamisme des universités. La spécificité culturelle québécoise n’est-elle pas l’aboutissement d’un processus complexe d’enracinement qui joue la carte de l’ouverture au monde, et notamment aux cultures francophones dominées ?

5 – Depuis 1960, les pratiques religieuses des Québécois se sont fortement amoindries, mais la religion s’est aussi renouvelée (R. W. Bibby, *Restless gods: the renaissance of religion in Canada*, 2002). L’arrivée de plus en plus importante d’immigrants de souche non européenne transforme, surtout en milieu urbain, le rôle des communautés et laisse apparaître un nouveau pluralisme religieux. Comment s’est opéré ce renouvellement ? S’est-il ancré dans d’autres comportements et institutions ? La tradition des « missionnaires » québécois a-t-elle été supplantée ?

Ainsi, les différentes approches proposées peuvent se compléter dans une recherche soucieuse de cohérence face à la diversité et à la complexité des phénomènes étudiés et contribuer significativement à réitérer le regard sur les mutations québécoises. **Le colloque de Bordeaux doit permettre de montrer les effets d’enchaînement qui renouvellent, par le jeu des acteurs et des institutions, l’idée d’un « laboratoire » culturel et politique. Il vise à souligner les transformations majeures qui font du Québec la société particulière et originale que nous pouvons observer aujourd’hui, et qui expliquent son attractivité croissante en France et dans le monde.**

Comme le veut la tradition des colloques de l’AFEC, les disciplines littéraires, les sciences humaines et les sciences sociales sont conviées à cette réflexion, qu’il s’agisse notamment de la littérature, de l’histoire, de la géographie, de la science politique. Elles doivent permettre d’explorer les différents axes proposés, mais aussi de chercher des liens entre eux et d’aborder les changements en cours par des analyses interdisciplinaires.

Bernadette Rigal-Cellard

Professeure à l’Université de Bordeaux³)

Présidente du Centre d’études canadiennes interuniversitaire de Bordeaux (CECIB).

Jean-Pierre AUGUSTIN

Professeur à l’Université Michel de Montaigne-Bordeaux³.

Jacques PALARD

Directeur de recherche au CNRS

Responsable des études canadiennes et québécoises à l’Institut d’études politiques de Bordeaux.

PRECISIONS SUR L'APPEL A COMMUNICATIONS

Les communications présentées devront porter sur l'un des cinq axes retenus. A l'intérieur de ces axes, toutes les thématiques peuvent être abordées. **Mais les auteurs doivent s'inscrire dans la problématique du « laboratoire », de son renouvellement, des innovations qui le caractérisent et des défis auxquels il est confronté.**

Les propositions (une page maximum) seront adressées au CECIB, par courrier électronique à : corinne.marache@neuf.com

DATE LIMITE DES DEPOTS DE PROPOSITIONS : 1^{ER} DECEMBRE 2007

La sélection se fera au sein du Comité scientifique.

Comité scientifique :

Jean-Pierre AUGUSTIN (Université Bordeaux3)
Alain G. GAGNON (Université du Québec à Montréal)
Pierre GUILLAUME (Université Bordeaux3)
Nathalie LEMARCHAND (Université de Valenciennes)
Daniel LATOUCHE (INRS – Urbanisation, Culture et Société, Montréal)
Jacques PALARD (IEP de Bordeaux)
Jacques-Guy PETIT (Université d'Angers)
Marie-Lyne PICCIONE (Université Bordeaux3)
Bernadette RIGAL-CELLARD (Université Bordeaux3)
Laurier TURGEON (Université Laval)

Comité d'organisation :

Gwénaél LAMARQUE (Université de Bordeaux3)
Corinne MARACHE (Université Bordeaux3)
Annick MONNERIE (Association Française d'Études Canadiennes)
Bernadette RIGAL-CELLARD (Université Bordeaux3).